



Séance ordinaire du lundi 12 octobre 2020

L'an deux mille-vingt et le douze octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources humaines et dialogue social

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Serge GUISEPPIN, Guy LAURET, Sophiane MANSOURIA, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Marie MASSART, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, François VASQUEZ

Ressources humaines et dialogue social - Attribution d'une prime de mobilisation Covid 19 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le projet de loi de finances rectificative pour 2020, enregistré à la présidence de l'Assemblée nationale le 15 avril 2020, prévoit un article 5 relatif à l'exonération d'impôt sur le revenu et de cotisations et contributions sociale de la prime exceptionnelle spécifiquement versée aux agents des administrations publiques mobilisés dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire afin de tenir compte de leur surcroît de travail significatif durant cette période.

Le décret n°2020-570 du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle à certains agents civils et militaires de la fonction publique de l'Etat et de la fonction publique territoriale soumis à des sujétions exceptionnelles pour assurer la continuité des services publics dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire déclaré pour faire face à l'épidémie de covid-19.

La prime exceptionnelle est cumulable avec tout élément de rémunération RIFSEEP et les RI spécifiques, heures supplémentaires, astreintes et interventions en astreinte. La prime exceptionnelle est exonérée d'impôts sur le revenu et de cotisations et contribution sociales. Cette prime n'est pas reconductible.

Le décret précise que la prime est modulable en fonction notamment de la durée de mobilisation des agents. Le montant relève de la libre administration des collectivités dans limite d'un plafond de 1 000 €, ouvrant ainsi la possibilité d'attribuer un montant unique ou des montants différenciés.

Le décret dans son article 8 dispose que pour les agents de la fonction publique territoriale, les modalités d'attribution de la prime exceptionnelle sont définies par délibération de l'organe délibérant de la collectivité territoriale ou de son établissement public dans la limite du plafond fixé à l'article 4.

Les bénéficiaires de la prime, le montant alloué et les modalités de versements sont déterminés par l'autorité territoriale. En conséquence, une délibération précisant à la fois le principe de la prime ainsi que le montant alloué par agents, les agents concernés et la répartition par catégorie est nécessaire.

En conséquence, il convient de prévoir, le versement de la prime exceptionnelle au profit des agents *« particulièrement mobilisés dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire pour faire face à l'épidémie de covid-19 afin de tenir compte de leur surcroît de travail significatif durant cette période »* et de leur témoigner *« la reconnaissance de la Nation »*.

A ce titre, plusieurs catégories de bénéficiaires potentiels peuvent être proposées :

Catégorie 1 : Agents mobilisés pour la gestion de crise sur le terrain: les agents ont été mobilisés en présentiel au contact des usagers dans le cadre du plan de continuité d'activité. Ce sont des agents opérationnels pour lesquels les conditions de travail ont été fortement impactées par la crise sanitaire.

Catégorie 2 : Agents mobilisés pour la gestion de crise en back office en présentiel. Ces agents ont eu peu ou pas au contact avec les usagers et une exposition que l'on peut qualifier de modérée.

Catégorie 3 : Agents mobilisés pour assurer leurs missions en Travail Collaboratif à Distance (TCD). Tout ou partie de leurs missions peuvent être réalisées à leur domicile en utilisant les moyens de communication adaptés, et il leur a été demandé par leur manager d'assurer pendant la période des missions, ponctuellement ou de manière plus régulière.

Il convient également de mettre en place un dispositif d'attribution de la prime qui respecte les principes suivants :

- Moduler ce montant et le plafond en fonction des catégories d'agents ci-dessus ;

- Proratiser par un montant/jour dans la limite du plafond, sauf pour la catégorie 3 pour lesquels un montant forfaitaire dès le 1er jour de TCD est proposé en raison des difficultés relatives au décompte du nombre de jours recensés et réalisés par les agents ;
- Pour les agents qui auraient travaillé une demi-journée ou qui auraient un décompte de jours non entier (ex : 12.5 sera arrondi à 13), excepté pour la 1ère demi-journée qui ne pourra être comptabilisée comme 1 jour (ex : 0.5j sera décompte comme 0j) ;
- Attribuer le montant maximal pour 30 jours travaillés sur la période de confinement soit du 17 mars au 10 mai 2020 ;
- Permettre aux agents qui ont été dans plusieurs catégories (1 et 3 ou 2 et 3 notamment) de cumuler les montants de primes accordées par catégorie. Pour cela, nous retenons la règle suivante.

Si un agent a été en présentiel (catégorie 1 et 2), un montant par jour lui sera attribué en fonction du nombre de jours réalisé. S'il a fait en complément du TCD, le montant forfaitaire TCD lui sera attribué en complément. Cependant, aucun agent ne pourra bénéficier d'un montant de prime supérieur au plafond de sa catégorie en présentiel.

Ainsi, pour chacun des scénarios, un plafond dégressif est proposé suivant la catégorie. Le montant est fixé par jour travaillé sans minima et également dégressif suivant la catégorie. Ainsi les agents ayant travaillé en présentiel et en TCD pourront bénéficier d'un montant de prime cumulé tenant compte du type de catégorie.

Les montants sont les suivants :

		Montant	
		Montant / j	Montant plafond
Cat 1	Agents mobilisés en présentiel en contact avec les usagers	25€	800€
Cat 2	Agents mobilisés en présentiel sans contact avec les usagers	12€	400€
Cat 3	Agents mobilisés en TCD ayant travaillé au moins 1 jour et au maximum 14 jours inclus sur la période	-	80€
	Agents mobilisés en TCD ayant travaillé au moins 15 jours sur la période	-	160€

Ces dispositions ont été présentées en Comité technique le 25 septembre 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la mise en place d'une prime de mobilité pour les agents municipaux mobilisés durant le cadre de la crise sanitaire, selon les modalités définies ci-dessus ;
- de dire que la dépense correspondante est prévue au budget principal de la Métropole, tout chapitre ;
- d'autoriser Monsieur le Président Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 23/10/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23 octobre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201012-144989-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 23/10/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.